

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84 905 Avignon

Avignon, le 24/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIKA France

425, Avenue de la Grande Marine
ZI La Grande Marine
84 800 L'Isle-sur-la-Sorgue

Références :D-00526-2024/LRAR 1A 204 774 9458 4
Code AIOT : 0006410835

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2024 dans l'établissement SIKA France implanté 425, Avenue de la Grande Marine – ZI La Grande Marine – 84 800 L'Isle-sur-la-Sorgue. L'inspection a été annoncée le 27/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société SIKA France (ex. PAREXGROUP) exploite une usine de fabrication de mortiers et d'enduits de façade sur le territoire de la commune de L'ISLE-SUR-LA-SORGUE.

L'établissement est autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 décembre 2016. Les activités exercées relèvent de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIKA France
- 425, Avenue de la Grande Marine – ZI La Grande Marine 84 800 L'Isle-sur-la-Sorgue

- Code AIOT : 0006410835
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
2	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 02/12/2016, article 1.6.1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Étiquetage des produits	Arrêté Préfectoral du 02/12/2016, article 6.1.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Changement d'exploitant	Arrêté Préfectoral du 02/12/2016, article 1.6.5
3	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 02/12/2016, article 8.5.3
4	Valeurs limites des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/12/2016, article 3.2.3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection précédente du 11 mai 2017 n'avait donné lieu à aucun écart ni aucune remarque.

L'inspection adresse à l'exploitant une lettre préfectorale de suite pour les demandes d'actions correctives suivantes :

- la transmission d'un porter à connaissance relatif aux modifications apportées à l'installation (installation de panneaux photovoltaïques en toiture des dépôts, nouveau dépoussiéreur en remplacement de 2 dépoussiéreur, stockage de fibre de bois), en y intégrant le porter à connaissance déjà transmis relatif au dépôt D0 (stockage de plaques de polystyrène expansé) ;
- l'étiquetage du conteneur d'huile employée dans la formulation des colles à carrelage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2016, article 1.6.5
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.</p> <p>Article R.181-47 du Code de l'Environnement</p> <p>I. – Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations</p>

mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.

II. – Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.

Constats :

La société PAREXGROUP a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2016 à exploiter une usine de fabrication de mortiers et d'enduits de façade.

Par courrier en date du 7 juin 2024 et reçu le 19 juin 2024, l'exploitant a adressé à la Préfecture une déclaration de changement d'exploitant, en y joignant l'extrait Kbis, avec les informations suivantes :

Raison sociale	SIKA France
Forme juridique	SAS, société par actions simplifiée
Adresse du siège social	84 rue Edouard VAILLANT – 93 350 LE BOURGET
SIREN	572 232 411
Adresse du site	425, Avenue de la Grande Marine – ZI la Grande Marine – 84 800 L'ISLE-SUR-LA-SORGUE
SIRET	572 232 411 00643
Qualité du déclarant	Directeur d'établissement
Date effective du changement d'exploitant	1er janvier 2024

Les documents transmis par la société SIKA France permettent de juger la déclaration de changement d'exploitant recevable.

Par conséquent, l'Inspection des installations classées propose d'accuser réception de cette déclaration de changement d'exploitant conformément aux dispositions de l'article R.181-47 du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2016, article 1.6.1

Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les

éléments d'appréciation.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant informe l'Inspection des aménagements suivants qui vont faire l'objet d'un porter à connaissance :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Panneaux photovoltaïques : 1200 panneaux sur la toiture des dépôts pour une puissance totale de 500 kW, et une mise en service prévue en 2024 ; • Dépoussiéreur ligne 2 : un nouveau dépoussiéreur en remplacement de 2 dépoussiéreurs (points de rejets « DeltaNeu Tour 2 » et « DP1 »), mis en service en avril 2023 ; • Stockage de fibre de bois : 48 tonnes. <p>Pour rappel, l'exploitant a déjà transmis à l'Inspection un porter à connaissance (PAC) relatif à l'intégration d'un entrepôt (dépôt D0) contigu à l'établissement pour le stockage de plaques de polystyrène expansé, et pour lequel un avis du SDIS a été rendu en février 2024.</p> <p>Ce PAC intègre un plan d'investissement sur le dépôt D0 et sur l'ensemble du site sur les 5 ans à venir.</p> <p>Par mails du 26 février et du 24 mai 2024, l'exploitant a informé l'Inspection de l'avance prise sur les travaux effectués sur le site et a notamment transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • son plan d'actions global actualisé (à titre d'exemple, mise en place de RIA et de barrières de rétention dans les dépôts D1, D2 et D3 ; la rénovation du désenfumage des dépôts D2 et D3...) • son plan d'actions en réponse aux observations du SDIS de février 2024. <p>Compte tenu de ces éléments, et notamment de l'installation de panneaux photovoltaïques en toiture et du futur stockage de fibre de bois, l'exploitant doit établir un porter à connaissance qui doit intégrer le PAC relatif au dépôt D0, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires, et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • analyse des dangers et nuisances induits par les modifications, • analyse des incidences sur l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 décembre 2016, ainsi que sur l'étude de dangers de 2015, • analyse de conformité vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 5 février 2020 et ses dispositions relatives aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque au sein des ICPE soumises à enregistrement, • actualisation de la situation administrative au titre des ICPE.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Vérification périodique et maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2016, article 8.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée :

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Constats :

L'exploitant présente son registre de sécurité ; il mentionne notamment les derniers contrôles annuels suivants :

- les extincteurs par CHUBB France – SICLI le 20/12/2023,
- les robinets d'incendie armés (RIA) le 20/12/2023,
- l'extinction automatique au gaz des salles électriques par CHUBB le 29/02/2024 (contrôle semestriel),
- les blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES) par CHUBB France – SICLI le 20/12/2023,
- le désenfumage par CHUBB France – SICLI le 02/11/2023,
- les installations électriques par VERITAS le 22/12/2023,
- les 2 bâches incendie (réserves d'eau) par DOUMERGUE Incendie le 30/11/2022 (contrôle triennal).

L'exploitant a présenté les rapports de vérification correspondants.

S'agissant de la vérification des installations électriques, le rapport fait état de 15 observations, dont 8 nouvelles (par exemple, BAES défectueux, dépoussiérage à réaliser, masse métallique de porte d'armoire à relier au conducteur de protection) : l'exploitant présente à l'Inspection son tableau de suivi des actions correctives menées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Valeurs limites des rejets atmosphériques						
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2016, article 3.2.3						
Thème(s) : Risques chroniques, Air						
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : <ul style="list-style-type: none">à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière. Pour les conduits n ° 1, 2, 3 et 4, les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes : <table><tr><td>Paramètre</td><td>Concentration mg/Nm³</td><td>Flux Kg/h</td></tr><tr><td>Poussières</td><td>40</td><td>1</td></tr></table> Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure. (...)	Paramètre	Concentration mg/Nm ³	Flux Kg/h	Poussières	40	1
Paramètre	Concentration mg/Nm ³	Flux Kg/h				
Poussières	40	1				
Constats : Sur les 4 points de rejets mentionnés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 décembre 2016, compte tenu de l'installation du nouveau dépoussiéreur (cf point de contrôle n°2), un seul conduit remplace désormais les conduits n°1 et n°4. L'exploitant informe l'Inspection que la première mesure des rejets atmosphériques du nouveau dépoussiéreur est prévue pour septembre 2024. Pour les deux autres points de rejet n°2 et n°3, l'exploitant présente le dernier rapport de mesures des rejets atmosphériques en date du 28 février 2024 établi par VERITAS : les résultats des mesures pour le paramètre poussières en concentration et en flux (respectivement 0,142 et 34,5 mg/Nm ³ – 0,896 et 0,00156 kg/h) sont conformes aux valeurs limites prescrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation. La durée des essais a été de 60 minutes.						
Type de suites proposées : Sans suite						

N° 5 : Étiquetage des produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2016, article 6.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution
Prescription contrôlée :

Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n° 1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.
(...)

Constats :

Une huile est employée dans la formulation des colles à carrelage dans le but de réduire les émissions de poussières au gâchage.

Cette huile est stockée dans un conteneur de type GRV de 1000 litres et posée sur un dispositif de rétention.

L'Inspection constate que le conteneur ne comporte aucun étiquetage.

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection la fiche de données de sécurité (FDS) du produit et la justification de la mise en place de l'étiquetage réglementaire sur le conteneur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois